Catalogue 11-001-XIF (English 11-001-XIE) ISSN 0380-6103

Le Quotidien

Statistique Canada

Le mercredi 6 avril 2005
Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués principaux

- **Permis de bâtir,** février 2005 2
  L'activité dans la construction pourrait s'intensifier au cours des prochains mois, la valeur des permis de bâtir délivrés par les municipalités ayant atteint son troisième niveau le plus élevé jamais enregistré en février. Des hausses dans chaque composante des secteurs résidentiel et non résidentiel ont entraîné une progression de 13,5 % de la valeur des permis, qui est passée à 5,06 milliards de dollars.

Autres communiqués

Revenus et dépenses d'exploitation des fermes, 2003 7

Ventes intérieures de produits pétroliers raffinés, février 2005 8

Transport du pétrole brut et des produits pétroliers raffinés par pipeline, décembre 2004 9

Prix des produits agricoles, février 2005 9

Scieries et ateliers de rabotage, janvier 2005 9

Papier-toiture asphalté, février 2005 10

Nouveaux produits 11

Communiqués principaux

Permis de bâtir

Février 2005

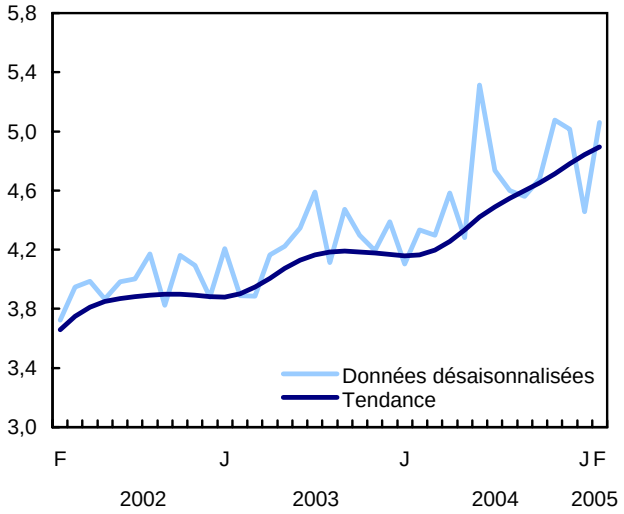
L'activité dans la construction pourrait s'intensifier au cours des prochains mois, la valeur des permis de bâtir délivrés par les municipalités ayant atteint son troisième niveau le plus élevé jamais enregistré en février.

Des hausses dans chaque composante des secteurs résidentiel et non résidentiel ont entraîné une progression de 13,5 % de la valeur des permis, qui est passée à 5,06 milliards de dollars. Cela a fait suite à une baisse de 11,1 % en janvier.

C'est la troisième fois au cours des quatre derniers mois que la valeur des permis dépasse la barre des 5 milliards de dollars. Le total de février était inférieur à celui de deux mois seulement, soit celui atteint en juin 2004 (5,31 milliards de dollars) et celui de novembre 2004 (5,08 milliards de dollars). La valeur des permis de construction est considérée comme un indicateur avancé de l'activité de construction.

Les intentions de construction étaient élevées en février

En milliards de dollars



Du côté résidentiel, les intentions de construction de logements ont crû de 11,8 % et atteint 3,4 milliards de dollars en février, soit une quatrième croissance mensuelle au cours des cinq derniers mois. Ce niveau était inférieur de seulement 1,4 % au sommet atteint en juin dernier. Les intentions de construction de logements multifamiliaux et unifamiliaux ont affiché une importante croissance.

Note aux lecteurs

Sauf avis contraire, les données du présent communiqué sont désaisonnalisées, ce qui facilite la comparaison par l'élimination de l'effet des variations saisonnières.

L'Enquête sur les permis de bâtir vise 2 380 municipalités représentant 95 % de la population. Ses résultats servent d'indicateur avancé de l'activité dans le domaine de la construction. Les collectivités représentant les autres 5 % de la population sont très petites, et leurs activités de construction n'ont qu'une faible incidence sur le total.

La valeur des intentions de construction présentées ici ne comprend pas les travaux d'ingénierie (par exemple, les aqueducs, les égouts et les ouvrages de drainage) ni ceux associés au terrain.

Dans le secteur non résidentiel, la valeur des permis a atteint 1,7 milliard de dollars, en hausse de 17,1 %, alors qu'elle avait affiché une baisse de 17,8 % en janvier. Chacune des trois composantes (commerciale, industrielle et institutionnelle) expliquait cet excellent résultat. La tendance de la valeur des permis de construction non résidentielle est en hausse depuis mars 2004.

Depuis le début de l'année, la valeur de l'ensemble des intentions de construction a atteint 9,5 milliards de dollars, soit 12,8 % de plus que le total des deux premiers mois de 2004, qui était une année record. Les intentions de construction résidentielle ont augmenté de 13,4 % et celles du secteur non résidentiel, de 11,5 %.

Parmi les régions métropolitaines, Toronto et Edmonton ont amorcé l'année 2005 en force. À Toronto, une demande considérable de nouveaux logements multifamiliaux expliquait cette croissance. À Edmonton, les diverses catégories d'immeubles résidentiels et non résidentiels ont toutes affiché une hausse. Toutefois, la croissance de la valeur cumulative des permis de construction au pays provenait en grande partie des régions non métropolitaines.

Logement : forte demande de logements unifamiliaux

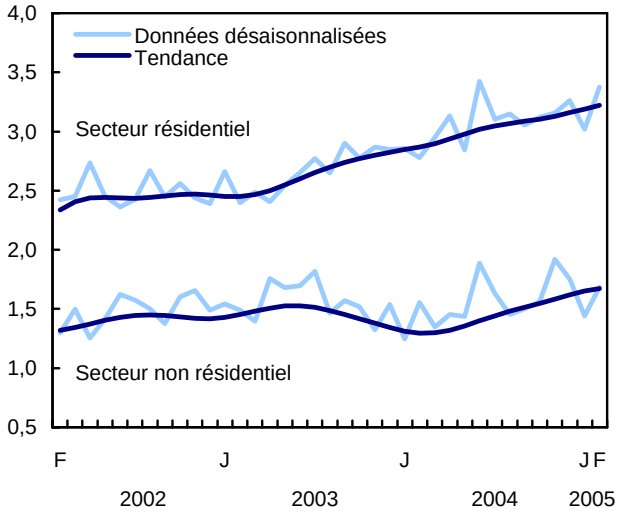
Au total, les municipalités ont approuvé la construction de 21 445 nouveaux logements en février seulement, ce qui constituait le deuxième niveau mensuel en importance au cours des 15 dernières années.

La valeur des permis pour les logements unifamiliaux, le plus important facteur contribuant au secteur de l'habitation, a crû de 14,1 % pour atteindre 2,2 milliards de dollars en février. En ce qui a trait aux logements multifamiliaux, les municipalités ont délivré pour 1,2 milliard de dollars de permis, en hausse de 7,9 %. Cela faisait suite à une croissance de 28,9 % observée en janvier.

Plusieurs facteurs ont contribué à la vigueur dans le secteur de l'habitation, soit les taux hypothécaires bas et stables, la croissance du revenu disponible, la situation favorable de l'emploi, et le niveau de confiance élevé des consommateurs.

Les secteurs résidentiel et non résidentiel ont affiché des hausses

En milliards de dollars



En février, la valeur des permis de construction résidentielle a crû dans toutes les provinces, sauf à Terre-Neuve-et-Labrador. D'importantes hausses ont été enregistrées au Québec, en Ontario, en Colombie-Britannique et en Alberta. En Alberta, la valeur des permis de construction résidentielle a atteint un sommet de 500 millions de dollars.

La valeur totale des permis de construction de logements unifamiliaux délivrés au cours des deux premiers mois de 2005 a été de 8,0 % supérieure à celle de la même période en 2004. La valeur cumulative des permis de construction de logements multifamiliaux a crû de 24,6 % pendant cette même période.

À l'exception du Nouveau-Brunswick, toutes les provinces ont affiché de bons résultats cumulatifs dans le secteur résidentiel. Les plus importantes progressions ont été observées en Ontario et en Alberta.

Rebondissement des projets de construction non résidentielle après deux baisses mensuelles

En février, on a observé un rebondissement de la valeur des permis de construction non résidentielle à la suite de deux diminutions mensuelles consécutives.

Dans la composante institutionnelle, les intentions ont crû de 31,8 % et atteint 396 millions de dollars, après deux baisses mensuelles considérables. La majorité de ces projets se classaient dans les catégories des établissements d'enseignement et des immeubles gouvernementaux.

La valeur des permis de construction commerciale a crû de 7,3 % pour atteindre 1,1 milliard de dollars, à la suite d'une hausse des intentions dans les catégories des immeubles à bureaux et des entrepôts. Cette croissance, une troisième de suite, a permis au secteur commercial d'atteindre son plus haut niveau depuis août 1989.

Les intentions dans la composante industrielle ont grimpé de 51,8 % pour se situer à 228 millions de dollars, à la suite de deux importantes baisses. Toutes les catégories industrielles ont affiché une croissance par rapport à janvier, mais l'augmentation provenait principalement de la catégorie de la construction d'usines de fabrication.

La valeur des permis de construction non résidentielle a progressé dans 17 des 28 régions métropolitaines de recensement. L'augmentation la plus prononcée est survenue à Toronto, à la suite d'une importante hausse dans les trois composantes. À l'opposé, Edmonton a enregistré la plus forte baisse, surtout en raison d'une diminution des intentions de construction industrielle et commerciale.

À l'échelon provincial, l'Ontario a bénéficié de l'augmentation la plus forte dans le secteur non résidentiel (+47,2 % pour une valeur totale de 826 millions de dollars), en raison de hausses considérables dans chacune des trois composantes. En particulier, la valeur des permis de construction commerciale en Ontario a atteint son plus haut niveau depuis janvier 2001. À l'opposé, une importante baisse dans la composante commerciale a fait en sorte que l'Alberta a enregistré la plus forte diminution (-21,1 % pour une valeur totale de 252 millions de dollars).

Les indicateurs économiques affichaient un certain niveau d'incertitude, surtout dans les secteurs de la fabrication. L'utilisation de la capacité industrielle n'a enregistré qu'une légère croissance au quatrième trimestre de 2004, en raison de la faible valeur des exportations. Un fléchissement de la demande internationale a eu une incidence particulièrement grande sur le secteur de la fabrication, où l'utilisation de la capacité a stagné.

Les taux d'inoccupation des immeubles à bureaux ont diminué dans tous les grands marchés en 2004,

si bien que le taux d'inoccupation national a diminué entre le troisième et le quatrième trimestre. Au même moment, les taux d'inoccupation dans le secteur industriel n'ont à peu près pas changé.

Depuis le début de l'année, la valeur des permis de construction non résidentielle a atteint 3,1 milliards de dollars, soit 11,5 % de plus qu'au cours des deux premiers mois de 2004.

Seules les intentions de construction de projets commerciaux ont contribué à cette progression, ayant augmenté de 26,6 % pour atteindre 2,1 milliards de dollars. La valeur cumulative de la construction de bâtiments industriels a atteint 378 millions de dollars, soit 5,8 % de moins qu'à la même période en 2004. Les intentions de la composante institutionnelle ont fléchi de 10,8 % et se sont fixées à 697 millions de dollars.

Parmi les provinces, c'est l'Alberta qui a enregistré la plus importante croissance cumulative, dans le sillage de fortes augmentations de la valeur des permis de construction non résidentielle dans l'ensemble de la province. Le Québec a enregistré la plus forte baisse en raison d'un fléchissement dans chacune des trois composantes.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 026-0001 à 026-0008, 026-0010 et 026-0015.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2802.

Le numéro de février 2005 de *Permis de bâtir* (64-001-XIF, 15 $ / 156 $) paraîtra sous peu.

Le communiqué sur les permis de bâtir de mars 2005 sera diffusé le 5 mai.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec Brad Sernoskie au (613) 951-4646 ou composez sans frais le 1 800 579-8533 (*bdp_information@statcan.ca*). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Étienne Saint-Pierre au (613) 951-2025, Division de l'investissement et du stock de capital.

□

Valeur des permis de bâtir selon la région métropolitaine de recensement[1]

	Janvier 2005[r]	Février 2005[p]	Janvier à février 2005	Janvier à février 2004	Janvier à février 2005	Janvier-février 2004 à janvier-février 2005
	données désaisonnalisées					
	en millions de dollars		var. en %	en millions de dollars		var. en %
St. John's	25,2	20,0	-20,6	52,9	45,2	-14,6
Halifax	29,2	28,3	-3,2	65,0	57,5	-11,5
Saint John	7,6	12,5	63,5	15,9	20,1	26,5
Saguenay	6,6	3,7	-43,3	10,5	10,3	-2,2
Québec	48,8	115,4	136,4	216,3	164,3	-24,1
Sherbrooke	14,6	18,4	25,8	28,7	33,0	14,9
Trois-Rivières	13,4	11,7	-12,3	16,8	25,1	49,9
Montréal	476,8	541,7	13,6	1 151,3	1 018,4	-11,5
Ottawa–Gatineau, Ontario/Québec	112,6	260,0	130,8	365,8	372,7	1,9
Ottawa–Gatineau (partie du Québec)	21,5	28,8	34,2	67,0	50,3	-25,0
Ottawa–Gatineau (partie de l'Ontario)	91,2	231,2	153,6	298,8	322,4	7,9
Kingston	9,5	12,0	26,5	24,0	21,4	-10,8
Oshawa	64,2	72,5	13,0	100,9	136,7	35,5
Toronto	849,8	1 141,2	34,3	1 784,3	1 991,0	11,6
Hamilton	94,2	77,8	-17,4	133,7	171,9	28,6
St. Catharines–Niagara	30,1	42,0	39,8	87,3	72,1	-17,4
Kitchener	68,2	58,8	-13,8	180,2	127,0	-29,5
London	54,3	85,1	56,7	169,9	139,5	-17,9
Windsor	40,1	31,6	-21,2	89,9	71,7	-20,2
Greater Sudbury/Grand Sudbury	20,1	6,0	-70,4	4,7	26,1	456,3
Thunder Bay	16,3	21,3	30,6	11,7	37,7	222,3
Winnipeg	39,5	50,0	26,7	101,1	89,5	-11,5
Regina	36,8	11,9	-67,7	33,9	48,7	43,4
Saskatoon	18,9	19,5	3,5	30,3	38,4	26,6
Calgary	197,5	303,4	53,6	404,8	500,8	23,7
Edmonton	246,6	184,4	-25,3	291,4	431,0	47,9
Abbotsford	13,2	19,2	46,1	24,0	32,4	34,8
Vancouver	323,8	340,4	5,1	775,9	664,2	-14,4
Victoria	29,8	70,4	136,3	82,9	100,2	20,9

r Données révisées.
p Données provisoires.
1. Il est possible de consulter en ligne les subdivisions de recensement qui font partie des régions métropolitaine de recensement.
Note: *Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.*

Valeur des permis de bâtir selon la province et le territoire

	Janvier 2005[r]	Février 2005[p]	Janvier à février 2005	Janvier à février 2004	Janvier à février 2005	Janvier-février 2004 à janvier-février 2005
	données désaisonnalisées					
	en millions de dollars		var. en %	en millions de dollars		var. en %
Canada	**4 457,7**	**5 060,7**	**13,5**	**8 437,4**	**9 518,4**	**12,8**
Résidentiel	3 018,1	3 375,0	11,8	5 635,6	6 393,1	13,4
Non résidentiel	1 439,6	1 685,7	17,1	2 801,8	3 125,3	11,5
Terre-Neuve-et-Labrador	37,9	33,2	-12,4	68,0	71,0	4,5
Résidentiel	30,6	24,9	-18,5	54,3	55,5	2,3
Non résidentiel	7,3	8,2	13,3	13,7	15,5	13,1
Île-du-Prince-Édouard	12,9	24,9	93,4	23,1	37,7	63,0
Résidentiel	11,6	12,2	5,1	17,1	23,8	39,3
Non résidentiel	1,3	12,7	898,0	6,1	14,0	129,3
Nouvelle-Écosse	62,3	62,2	-0,2	125,7	124,5	-0,9
Résidentiel	45,5	47,9	5,3	87,2	93,3	7,0
Non résidentiel	16,9	14,3	-15,0	38,5	31,2	-18,9
Nouveau-Brunswick	44,2	53,7	21,5	90,4	97,9	8,3
Résidentiel	32,1	41,2	28,3	76,7	73,3	-4,5
Non résidentiel	12,1	12,6	3,6	13,7	24,7	80,1
Québec	891,0	980,1	10,0	1 975,3	1 871,0	-5,3
Résidentiel	620,4	718,8	15,9	1 291,3	1 339,3	3,7
Non résidentiel	270,5	261,2	-3,4	684,0	531,7	-22,3
Ontario	1 869,7	2 224,4	19,0	3 610,1	4 094,1	13,4
Résidentiel	1 308,5	1 398,3	6,9	2 281,5	2 706,8	18,6
Non résidentiel	561,2	826,1	47,2	1 328,6	1 387,4	4,4
Manitoba	71,8	81,9	14,2	157,0	153,7	-2,1
Résidentiel	45,7	51,7	13,1	94,8	97,3	2,6
Non résidentiel	26,1	30,3	16,0	62,2	56,4	-9,3
Saskatchewan	69,2	49,6	-28,3	91,9	118,8	29,3
Résidentiel	30,3	30,8	1,6	54,2	61,2	12,8
Non résidentiel	38,8	18,8	-51,5	37,7	57,7	53,1
Alberta	742,4	751,7	1,2	1 002,7	1 494,1	49,0
Résidentiel	422,9	499,6	18,1	706,0	922,4	30,7
Non résidentiel	319,6	252,1	-21,1	296,7	571,6	92,7
Colombie-Britannique	652,4	794,1	21,7	1 266,1	1 446,6	14,3
Résidentiel	467,5	546,4	16,9	966,0	1 013,9	5,0
Non résidentiel	184,9	247,7	34,0	300,0	432,6	44,2
Yukon	3,3	2,1	-38,7	3,9	5,4	39,5
Résidentiel	2,7	1,9	-29,6	2,9	4,7	62,3
Non résidentiel	0,6	0,1	-79,7	1,0	0,7	-26,2
Territoires du Nord-Ouest	0,6	2,4	333,7	13,7	3,0	-78,1
Résidentiel	0,3	1,3	424,5	2,6	1,6	-39,7
Non résidentiel	0,3	1,1	259,8	11,1	1,4	-87,1
Nunavut	0,0	0,4	13 300,0	9,5	0,4	-95,7
Résidentiel	0,0	0,0	-100,0	0,9	0,0	-99,7
Non résidentiel	0,0	0,4	...	8,6	0,4	-95,3

[r] *Données révisées.*
[p] *Données provisoires.*
... *N'ayant pas lieu de figurer.*
Note: *Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.*

■

Autres communiqués

Revenus et dépenses d'exploitation des fermes

2003 (données définitives)

Selon les dossiers fiscaux, les dépenses d'exploitation des fermes canadiennes ont progressé, en moyenne, à un rythme deux fois supérieur au taux de croissance des revenus d'exploitation en 2003.

Les revenus des fermes ont crû de 2,5 % en moyenne par rapport à 2002 pour se chiffrer à 207 689 $. Les dépenses d'exploitation moyennes, quant à elles, ont augmenté de 5,6 % pour s'établir à 182 122 $.

Par conséquent, les marges d'exploitation ont régressé, étant passées de 14,9 cents par dollar de revenu en 2002 à 12,3 cents en 2003, ce qui correspond à leur plus bas niveau depuis au moins 1990.

La progression des revenus d'exploitation moyens s'expliquait surtout par la croissance de 6,1 % des revenus moyens provenant des cultures. Les ventes moyennes de fruits ont augmenté de 14,0 % et celles des produits de serre, de pépinière et de floriculture ont crû de 12,1 %. Les ventes de légumes ont aussi contribué à la progression enregistrée par le secteur des cultures.

Malgré les baisses affichées par le blé, l'avoine et l'orge, les ventes de céréales et d'oléagineux ont augmenté en moyenne de 5,0 %. L'augmentation était en partie attribuable aux ventes de soya et de canola, qui ont crû de 29,7 % et de 17,5 %, respectivement.

Les revenus totaux moyens provenant du bétail ont accusé un recul de 3,3 % en 2003. Les revenus moyens provenant des bovins ont affiché une baisse de 15,4 %, principalement en raison de l'embargo mis sur les exportations de boeuf au milieu de 2003. Cependant, les revenus provenant des produits laitiers et des subventions se sont accrus de 10,3 %. Les revenus de volaille et de porcs ont aussi progressé.

Les paiements de programme et les produits d'assurance moyens ont grimpé de 35,1 %. En 2003, ces revenus ont représenté 8,9 % des revenus d'exploitation moyens. Il s'agit de la plus grande proportion depuis 1992.

L'augmentation des dépenses d'exploitation était principalement attribuable à l'accroissement de 13,0 % des dépenses pour les cultures, notamment à une hausse de 16,0 % du coût des engrais et des produits chimiques. En outre, les coûts pour le combustible de chauffage se sont accrus de 40,3 %, les frais d'assurance ont progressé de 17,2 % et les dépenses de commercialisation ont crû de 13,5 %.

Les dépenses pour les animaux ont reculé de 2,9 % en 2003, les achats de bovins ayant diminué de 13,8 %. Les dépenses pour les aliments pour animaux et les services vétérinaires ont toutes les deux augmenté.

Les fermes de cultures de fruits et de noix ont été le seul type de ferme à avoir enregistré une augmentation de leur marge d'exploitation en 2003, celle-ci ayant progressé de 1,0 cent seulement. Les fermes laitières ont été les seules fermes dont la marge d'exploitation moyenne dépassait 20 cents, leur marge s'étant élevée à 22,9 cents par dollar de revenu, en baisse de 0,5 cent par rapport à 2002.

Les fermes productrices de céréales et d'oléagineux occupaient le deuxième rang, leur marge s'étant établie à 19,1 cents, en baisse de 4,8 cents. Il s'agissait de la diminution la plus marquée. Les fermes d'élevage de bovins et les parcs d'engraissement ont accusé un recul de 4,3 cents.

Selon les chiffres de ventes, les fermes dont les revenus d'exploitation se situaient entre 250 000 $ et 499 999 $ ont obtenu les marges d'exploitation les plus élevées, soit de 18,0 cents, en baisse de 2,0 cents par rapport à 2002.

Les fermes dont les revenus d'exploitation se situaient entre 100 000 $ et 249 999 $ ont enregistré des marges d'exploitation de 17,3 cents, en baisse de 3,9 cents. Les fermes ayant des revenus d'exploitation supérieurs à 500 000 $ représentaient 7,5 % de l'ensemble des fermes, mais elles ont obtenu 54,6 % de l'ensemble des revenus des fermes.

Nota : Les présentes estimations englobent les exploitations agricoles non constituées en société dont les revenus d'exploitation bruts sont de 10 000 $ et plus. Elles comprennent également les exploitations agricoles constituées en société dont les ventes de produits agricoles sont de 25 000 $ et plus, et dont 50 % ou plus des ventes proviennent d'activités agricoles. Les estimations de ce communiqué comprennent les organisations communautaires agricoles, telles les colonies huttérites. La marge d'exploitation est définie comme étant un dollar moins les dépenses d'exploitation (avant déduction pour l'amortissement) pour chaque dollar de revenu.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 3447.

Pour obtenir des données personnalisées, communiquez avec les Services à la clientèle au (613) 951-5027 ou composez sans frais le 1 800 465-1991. Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Daniel Michaud au (613) 951-0701, Division de l'agriculture.

Revenus et dépenses d'exploitation moyens par ferme et marges d'exploitation

	2002			2003			2002 à 2003	
	Revenus d'exploitation moyens	Dépenses d'exploitation moyennes	Marge d'exploitation[1]	Revenus d'exploitation moyens	Dépenses d'exploitation moyennes	Marge d'exploitation[1]	Revenus d'exploitation moyens	Dépenses d'exploitation moyennes
	en dollars		en cents	en dollars		en cents	var. en %	
Ensemble des fermes	**202 654**	**172 405**	**14,9**	**207 689**	**182 122**	**12,3**	**2,5**	**5,6**
Types de fermes								
Céréales et oléagineux	131 891	100 338	23,9	138 173	111 751	19,1	4,8	11,4
Pommes de terre	620 995	501 150	19,3	598 228	495 261	17,2	-3,7	-1,2
Autres légumes et melons	292 599	248 236	15,2	285 750	243 854	14,7	-2,3	-1,8
Fruits et noix	142 574	124 016	13,0	154 587	132 883	14,0	8,4	7,1
Serres, pépinières et floriculture	683 518	615 728	9,9	729 241	661 523	9,3	6,7	7,4
Autres cultures	98 543	79 197	19,6	97 035	82 016	15,5	-1,5	3,6
Bovins et parcs d'engraissement	181 816	166 989	8,2	170 433	163 731	3,9	-6,3	-2,0
Produits laitiers	299 244	229 245	23,4	322 523	248 738	22,9	7,8	8,5
Porcs	720 330	666 444	7,5	793 886	754 752	4,9	10,2	13,3
Volailles et oeufs	722 630	641 468	11,2	743 932	663 735	10,8	2,9	3,5
Autres animaux	148 217	132 354	10,7	152 869	138 572	9,4	3,1	4,7

1. Définie comme étant un dollar moins les dépenses d'exploitation (avant la déduction pour amortissement) pour chaque dollar de revenu.

■

Ventes intérieures de produits pétroliers raffinés

Février 2005 (données provisoires)

Les ventes de produits pétroliers raffinés ont atteint 8 080 900 mètres cubes en février, en hausse de 0,4 % par rapport à février 2004. Les ventes ont progressé dans trois des sept principaux groupes de produits, entraînées par celles de diesel, qui ont augmenté de 81 300 mètres cubes ou de 4,1 %. Le volume d'essence à moteur a augmenté de 35 800 mètres cubes (+1,1 %), et le mazout lourd de 75 700 mètres cubes (+14,5 %).

Les ventes de carburant sans plomb régulier (+1,5 %) et celles de supercarburant (+0,8 %) ont augmenté alors que les ventes de carburant intermédiaire (-10,6 %) ont chuté depuis février 2004.

Du début de l'année jusqu'à la fin février, les ventes de produits pétroliers raffinés ont atteint 18 069 000 mètres cubes, en hausse de 9,9 % par rapport à la période correspondante en 2004. Les ventes ont augmenté dans six des sept principaux groupes de produits, et l'augmentation la plus forte a été enregistrée dans les ventes d'essence à moteur (+9,7 % ou +621 900 mètres cubes).

Ventes de produits pétroliers raffinés

	Février 2004[r]	Février 2005[p]	Février 2004 à février 2005
	en milliers de mètres cubes		var. en %
Total, tous les produits	**8 047,0**	**8 080,9**	**0,4**
Essence à moteur	3 123,4	3 159,2	1,1
Carburant diesel	1 961,4	2 042,7	4,1
Mazouts légers	707,4	634,0	-10,4
Mazouts lourds	522,0	597,7	14,5
Carburéacteurs pour turboréacteurs	450,3	409,0	-9,2
Charges pétrochimiques[1]	367,1	361,8	-1,4
Tous les autres produits raffinés	915,3	876,4	-4,2

	Janvier à février 2004[r]	Janvier à février 2005[p]	Janvier–février 2004 à janvier–février 2005
	en milliers de mètres cubes		var. en %
Total, tous les produits	**16 435,2**	**18 069,0**	**9,9**
Essence à moteur	6 410,1	7 032,0	9,7
Carburant diesel	3 860,8	4 408,1	14,2
Mazouts légers	1 604,1	1 544,9	-3,7
Mazouts lourds	1 139,2	1 620,6	42,3
Carburéacteurs pour turboréacteurs	894,4	914,2	2,2
Charges pétrochimiques[1]	740,1	758,8	2,5
Tous les autres produits raffinés	1 786,5	1 790,3	0,2

r *Données révisées.*
p *Données provisoires.*
1. *Matières produites par les raffineries et utilisées par l'industrie pétrochimique dans la fabrication des produits chimiques, du caoutchouc synthétique et d'une variété de plastiques.*

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2150.

Nota : Les données provisoires portant sur les ventes intérieures de produits pétroliers raffinés ne sont plus stockées dans CANSIM.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent de diffusion au (613) 951-9497 ou composez sans frais le 1 866 873-8789 (*energ@statcan.ca*), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

Transport du pétrole brut et des produits pétroliers raffinés par pipeline
Décembre 2004

Il est maintenant possible de connaître les données sur les arrivages nets par pipeline de pétrole brut et d'équivalents, de gaz de pétrole liquéfié et de produits pétroliers raffinés, de même que sur les exportations de pétrole brut par pipeline et les livraisons de pétrole brut par pipeline aux raffineries canadiennes pour décembre 2004.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 133-0001 à 133-0005.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 2148 et 2191.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent de diffusion au (613) 951-9497 ou composez sans frais le 1 866 873-8789 (*energ@statcan.ca*), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

Prix des produits agricoles
Février 2005

Il est maintenant possible de connaître les prix que les agriculteurs ont reçus en février pour les céréales, les oléagineux, les cultures spéciales, les pommes de terre, les bovins, les porcs, la volaille, les oeufs et les produits laitiers.

En février, le prix de l'avoine au Manitoba était de 130,20 $ la tonne métrique, en baisse de 1 % par rapport à janvier 2005 et en hausse de 3 % par rapport à février 2004, alors qu'il se situait à 126,56 $.

Le prix des bovins d'embouche en Ontario s'est établi à 96,13 $ pour 100 livres en février, en hausse de 7 % par rapport à janvier 2005 et de 46 % par rapport à février 2004, alors qu'il était de 65,75 $.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 3436.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Paul Murray au (613) 951-0065 (*paul.murray@statcan.ca*), Division de l'agriculture. Télécopieur : (613) 951-3868. ■

Scieries et ateliers de rabotage
Janvier 2005

Il est maintenant possible de consulter les données de janvier sur les scieries et les ateliers de rabotage.

Données stockées dans CANSIM : tableau 303-0009.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 2134 et 2135.

Le numéro de janvier 2005 de *Scieries et ateliers de rabotage*, vol. 59, nº 1 (35-003-XIB, 10 $ / 93 $) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent de diffusion au (613) 951-9497 ou composez sans frais le 1 866 873 8789 (*manufact@statcan.ca*), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

Papier-toiture asphalté

Février 2005

Il est maintenant possible de connaître les données de février sur le papier-toiture asphalté.

Données stockées dans CANSIM : tableau 303-0052.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2123.

Nota : La publication *Papier-toiture asphalté* (45-001-XIB) a cessé de paraître.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent de diffusion au (613) 951-9497 ou composez sans frais le 1 866 873-8789 (*manufact@statcan.ca*), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

Nouveaux produits

Scieries et ateliers de rabotage, janvier 2005, vol. 59, n° 1
Numéro au catalogue : 35-003-XIB (10 $/93 $).

Emploi, gains et durée du travail, janvier 2005, vol. 83, n° 1
Numéro au catalogue : 72-002-XIB (26 $/257 $).

Culture, tourisme et Centre de la statistique de l'éducation - Documents de recherche : Traitements et échelles de traitement du personnel enseignant à temps plein dans les universités canadiennes, 2002-2003 : rapport final, n° 27
Numéro au catalogue : 81-595-MIF2005027 (gratuit).

Statistiques démographiques trimestrielles, octobre-décembre 2004, vol. 18, n° 4
Numéro au catalogue : 91-002-XIB (9 $/27 $).

Statistiques démographiques trimestrielles, octobre-décembre 2004, vol. 18, n° 4
Numéro au catalogue : 91-002-XPB (11 $/36 $).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF, -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette et –XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM.

Pour commander les produits

Pour commander par téléphone, ayez en main :

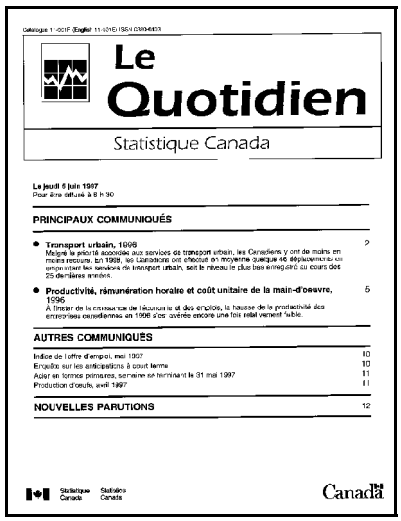
- Le titre
- Le numéro au catalogue
- Le numéro de volume
- Le numéro de l'édition
- Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le :	**1 800 267-6677**
Pour les autres pays, composez le :	**1 613 951-7277**
Pour envoyer votre commande par télécopieur, composez le :	**1 877 287-4369**
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte, composez le :	**1 800 700-1033**

Pour commander par la poste, écrivez à : Gestion de la circulation, Division de la diffusion, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet, écrivez à : *infostats@statcan.ca* ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada *(www.statcan.ca)*. À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 5 juin 1997
Pour être diffusé à 8 h 30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Transport urbain, 1996** 2
  Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne quelque 46 déplacements en empruntant les services de transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années.
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996** 5
  À l'instar de la croissance de l'économie et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 s'est avérée encore une fois relativement faible.

AUTRES COMMUNIQUÉS

Indice de l'offre d'emploi, mai 1997 10
Enquêtes sur les anticipations à court terme 10
Acier en formes primaires, semaine se terminant le 31 mai 1997 11
Production d'œufs, avril 1997 11

NOUVELLES PARUTIONS 12

Statistique Canada Statistics Canada

Canada

Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse *http://www.statcan.ca*. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à *listproc@statcan.ca.* Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2004. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source : Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire : Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001-XIF au catalogue, date et numéros de page.